

# Les climatologues, en pleine étuve émotionnelle

L'Echo – Cécile Berthaud - 10 septembre 2018

*Ils étudient chaque jour l'ampleur de la catastrophe climatique, ils font face constamment à son déni. La charge émotionnelle des climatologues est un non-dit pesant.*

Mardi dernier, le numéro 3 du gouvernement français était en larmes. Non, pas la larmichette du départ. **Nicolas Hulot**, maintenant ex-ministre de la Transition écologique et solidaire, était effondré, submergé par la tristesse, la voix étranglée par la déception. Il lui a fallu plusieurs secondes et un peu de chaleur humaine pour reprendre son discours de passation des pouvoirs. Des larmes, il en coule tous les jours sur les joues des environmentalistes: de rage, de frustration, de tristesse, de fatigue, face à l'inaction alors qu'on a le feu aux trousses.

[Beaucoup des scientifiques de l'environnement sont pris dans cette tourmente-là](#). Ils ne le montrent pas. Comme tous les travailleurs, ils se cachent pour pleurer; comme tous les chercheurs ils enfouissent leurs émotions sous la montagne de la rationalité. Pour les spécialistes du climat, la charge émotionnelle est particulièrement lourde. Le titre de la carte blanche d'une chercheuse australienne résume bien leur situation: "[Quand la catastrophe planétaire est votre boulot quotidien](#)" ("The Monthly", juin 2018). Chaque jour, ils alignent les données sur la vitesse et les conséquences du changement climatique, chaque jour, le rythme des mauvaises nouvelles et des sombres découvertes augmente, chaque jour, ils alertent la société civile, mais las, autant remplir d'eau une passoire. Ils sont à peine entendus, encore moins écoutés, alors suivre leurs recommandations...

Noir tableau? Rappelons qu'il y a 26 ans, 1.700 chercheurs dont 100 prix Nobel, adressaient une première "[Mise en garde des scientifiques à l'humanité](#)". En 2017, pour le deuxième avertissement, ils étaient plus de 15.000. Le traitement médiatique a duré 24 heures, quand la non-sélection de Radja Nainggolan pour la Coupe du monde de football a fait du bruit pendant des jours. "*Les signaux ne sont pas à l'orange, ils sont tous au rouge clignotant, souligne **Jean-Pascal van Ypersele**, sommité internationale de la climatologie. On écoute trop peu les scientifiques qui travaillent sur ces questions-là. Ce sont un peu les vigies en haut du mât qui avertissent de ce que les autres ne peuvent pas voir. **On crie depuis 40 ans et le bateau va toujours dans la même direction.***"

## Abandonner la recherche fondamentale

Face à l'inertie, certains ont quitté la recherche pour tenter de faire bouger les choses plus rapidement et avoir un impact direct. En lançant une start-up ou en rejoignant une organisation. Après sa thèse en biologie, **Gauthier Chapelle** ne voulait plus faire de recherche fondamentale, mais entrer dans l'action directe. Il travaille pour la [Fondation polaire internationale](#) où il met en place des outils éducatifs et explore les recherches sur le climat. À la fin de ses conférences, "*il me fallait remonter le moral de tout le monde, le mien compris*". Alors il jette ses forces dans

le **biomimétisme**(s'inspirer de la nature pour innover). Il crée une ASBL, écrit des livres, cofonde une entreprise. *"Pendant quelques années, j'ai cru qu'avec une approche radicale, on pouvait changer les choses. Mais les changements ne sont pas faits à fond et le biomimétisme a été récupéré par le marketing, le business. C'est du biomimétisme de surface. Je n'y crois plus. Je cesse de mettre de l'énergie dans quelque chose qui ne va pas servir."*

Depuis 2015, il se concentre à *"préparer au mieux l'avenir, l'après pétrole"* et porte cette réflexion dans des livres qu'il écrit ou coécrit, notamment avec **Pablo Servigne**. Cela paraît pessimiste. Lui se dit lucide. Et puis, il est ainsi sorti de sa "schizophrénie". Quand il donnait des conférences pour alerter, *"à un moment, j'ai senti que ça devenait toxique pour moi: en public, je jouais à 'on va s'en tirer' alors que je pensais que le monde, tel qu'il est, ne va pas s'en tirer."*

Réchauffement climatique: la détresse des scientifiques

### **40 ans à faire la vigie**

Une pensée et un masque, assez répandus chez les scientifiques de l'environnement. Pour ne pas décourager ou démobiliser les autres, ils préfèrent taire leurs pensées profondes. Et, partant, les émotions qui vont avec. Jean-Pascal van Ypersele, qui a été vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), donne 100 conférences par an et quantité d'interviews. *"Je suis d'un naturel plutôt optimiste, donc je continue à passer beaucoup de temps à alerter, à expliquer, à informer des possibilités d'agir. Je ne supporte pas la question 'Est-il trop tard pour agir?' **Il n'est ja-mais trop tard!** Même si on a perdu des décennies dans l'action climatique. Même si on la commence aujourd'hui ou demain matin, ça permettra au moins d'**éviter le pire**",* assène-t-il.

*"Depuis tout ce temps, on n'a rien fait de substantiel. C'est ça qui est extraordinaire"*  
Les plus fins observateurs remarqueront que son discours se fait plus incisif ces derniers temps: on devrait se sentir *"en guerre, ou engagés dans une course pour la vie"*, il a publiquement **critiqué l'idée d'élargir le Ring de Bruxelles**, il conclut ou commence ses présentations par **"il n'y a pas de planète B"**, etc. Si, dans notre long entretien, le climatologue belge gardait son calme habituel, sourdait toutefois par vagues une exaspération tangible. *"Depuis tout ce temps, on n'a rien fait de substantiel. C'est ça qui est extraordinairement frustrant. Oui, la prise de conscience du danger climatique a augmenté, et sans cela on serait peut-être dans une situation encore pire. Mais c'est une consolation bien maigre. On entend qu'il faut réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Mais il faut comprendre, vraiment comprendre, que **le problème c'est l'accumulation de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère**. Et qu'il ne s'agit pas de diviser les émissions par quatre, il s'agit de **stopper totalement les émissions de CO<sub>2</sub>**. Évidemment, ce n'est pas facile et donc on peut comprendre que ça n'évolue pas rapidement. Mais on n'a pas fait grand-chose pour prendre le problème à bras-le-corps. Je suis de plus en plus convaincu que ce problème menace l'habitabilité de la seule planète du système solaire qui soit habitable. On est littéralement en train de **scier la branche sur laquelle on est assis**. Et on ne peut pas dire que ce soit au cœur des débats politiques, citoyens, des enjeux entrepreneuriaux. Que cela devienne, s'il vous plaît, un enjeu politique majeur. Pas le seul, mais un des enjeux principaux. Si ce débat reste cantonné au sein d'Ecolo et de Groen, c'est une catastrophe",* nous dit-il.

## Prendre en compte la charge émotionnelle

La frustration, la colère, mais aussi la tristesse et par moments des sentiments de découragement et d'impuissance sont les émotions dont nous ont fait part tous nos interlocuteurs. D'après eux, elles sont partagées par une bonne partie de la communauté des écologues. Si le sujet est tabou (les sciences bannissent les émotions), la question de leur **charge émotionnelle** commence à affleurer.

### Lire plus

- [Déclarons l'état d'urgence environnemental](#)
- [Le grand malaise vert](#)
- ["Produire et consommer moins ? Autant demander aux politiques de s'arracher le foie."](#)
- [Voyager en surveillant son empreinte écologique](#)
- ["La côte belge ne survivra pas sous sa forme actuelle" \(Jean-Pascal van Ypersele\)](#)

Une littérature sur le sujet se développe depuis une dizaine d'années, plus récemment quelques scientifiques abordent le sujet publiquement (**Lesley Hugues** dans la revue "[The Monthly](#)"; **Camille Parmesan**, chercheuse et corédactrice des rapports du GIEC s'est dite en "dépression professionnelle"; **David Griggs**, ex-directeur de l'Institut du développement durable en Australie a reconnu des périodes de déprime dans un documentaire télévisé; **Naomi Oreskes**, historienne des sciences, plaide pour que les scientifiques expriment franchement leurs inquiétudes, etc.).

Enfin, les études scientifiques elles-mêmes commencent à se pencher sur la charge émotionnelle portée par les spécialistes du climat et des écosystèmes (par exemple, **Susan Clayton** dans "[Nature](#)", 2018; **Lesley Head** et **Theresa Harada**, dans "Emotion, Space and Society", 2017).

### Découragement et colère ne sont jamais loin

Cette charge émotionnelle n'est pas anodine. Brillante chercheuse du FNRS (en climatologie et océanographie), **Célia Julia Sapart** a songé, à un moment, à arrêter la recherche pour se consacrer à la communication scientifique. *"Il y a un tel manque de reconnaissance de notre métier. On ne nous dit jamais rien de positif, on doit tout le temps se battre, se défendre. On manque tellement de financement. Parfois, je me suis sentie seule, comme abandonnée de tous. ça m'est arrivé d'en pleurer: après une mission de plusieurs mois en Antarctique – où les conditions sont très dures, où on a cumulé les problèmes techniques, où on est loin de ses proches –, je suis rentrée et j'ai croisé quelqu'un qui m'a dit 'Ah ces histoires de changements climatiques, ça me fatigue'. ça nous blesse, personnellement. C'est comme si tout notre investissement ne servait à rien"*, nous raconte-t-elle.

"pleurer."

CÉLIA JULIA SAPART CHERCHEUSE AU FNRS

Elle a dû faire face, aussi, à un fléau (en perte de vitesse) qui touche particulièrement les climatologues: **la violence des climatosceptiques**. *"En 2012, j'ai publié dans la revue Nature un article expliquant que déjà à l'époque romaine, il y avait un impact humain sur l'atmosphère. Pendant des semaines, j'ai reçu des e-mails de menaces, d'insultes, qu'on devrait 'me pendre sur un piquet en Sibérie'. ça m'a énormément touchée. Au point que c'est le webmaster de l'institut qui dépouillait mes e-mails avant moi. Aujourd'hui, je me suis fait une carapace et depuis cinq ans, je suis beaucoup plus solide face à l'agressivité et au manque de reconnaissance, je réponds de façon claire, sans le prendre pour moi",* explique-t-elle.

Enfin, Célia Julia Sapart a jeté toutes ses forces dans la bataille: elle continue la recherche en laissant les émotions de côté et elle communique vers le grand public parce qu'elle est convaincue que les changements viendront par la base, plutôt que sous l'impulsion des dirigeants. **"Il faut garder espoir, être positif, chacun a un rôle à jouer**. *Ce métier est très dur, mais si on ne se concentre pas sur le positif, on ne peut plus continuer",* assure la climatologue.

Une attitude comparable à celle d'**Edwin Zaccai**, directeur du Centre d'étude du développement durable à l'ULB. *"Mon mandat en tant qu'académique, c'est de délivrer une connaissance correcte pour montrer les enjeux. Et de former des étudiants en leur donnant une vision juste, en leur montrant les vrais déterminants. Partager du savoir, même si c'est une goutte d'eau, pour moi, ce n'est pas un problème. Reste que ça ne rend pas imperméable au découragement: on voit bien que **la moitié des espèces vont disparaître, que les forêts vont brûler, que la forêt tropicale va sans doute disparaître avec sa faune, que ce sont les plus pauvres qui vont être les plus vulnérables...** Un jour, dans une conférence, je me suis arrêté. J'ai dit à mon auditoire que j'étais désolé de leur expliquer ça, que ce n'était pas mon choix mais que c'était ce que disait la science. Et j'ai conclu sur du positif car je suis contre le fait de culpabiliser, c'est une impasse. Mais ça déstabilise fort."*

Aujourd'hui que l'espoir de vraiment inverser les courbes est très faible, il voudrait trouver des façons de réfléchir à cet échec, à ces perspectives défavorables face à un auditoire. *"On doit vivre avec ça et il faut trouver un nouveau narratif. Il y a un travail mental à faire d'une société qui se croyait invulnérable à une société qui se découvre vulnérable",* éclaire-t-il.

## Que faire de ces émotions?

Pour le psychologue et écothérapeute français **Jean-Pierre Le Danff**, les scientifiques de l'environnement ont **un travail de deuil à faire**. *"C'est inéluctable. Ils vont faire le deuil d'une trajectoire différente. Et s'il est mené jusqu'au bout, c'est-à-dire en passant par toutes les étapes qui le composent, ce travail de deuil est apaisant. L'acceptation de ce qui est va les rendre plus sereins et mieux placés pour nous aider",* explique-t-il.

Pour la psychiatre spécialiste de l'écopsychologie **Marie Romanens**, **il est normal de se sentir en désarroi, en colère, impuissant quand on fait face, comme eux, à un déni du réel de la part des autres**. *"Il ne faut pas refouler ces émotions, mais se laisser traverser, les vivre. Ensuite, il faut les partager avec*

*d'autres. Cela ne va pas changer le déni mais cela permet de ne pas se sentir seul et de créer du soutien avec les pairs qui ont les mêmes perceptions. Enfin, il faut les écouter: que me disent-elles de faire?", expose-t-elle. Et de rappeler que "l'émotion est motrice d'action. À partir du moment où l'on est pris d'un malaise, de sensations désagréables, cela nous pousse à changer les choses."*

La psychologue américaine Susan Clayton relève que pour faire face à ces émotions, les scientifiques ont l'avantage de la communauté: travailler ensemble pour un objectif commun est source de soutien et de validation.

Et puis ils s'accrochent à l'espoir de faire quand même une différence. *"Ce n'est pas facile, mais on n'a pas le choix. On est sur une barque qui est en train de couler et j'ai l'impression d'être là avec ma petite cuiller pour écoper l'eau, alors qu'il faudrait une pompe rapide..."*, se désole Jean-Pascal van Ypersele. Avant de rebondir dans un sourire et une pirouette adressée au public: *"L'énergie que j'utiliserais pour me tordre les mains et me lamenter serait de l'énergie gaspillée. Or, **si on a besoin d'une chose, c'est d'efficacité énergétique.**"*

## "Il reste deux ans pour agir contre le changement climatique"

LA LIBRE - AFP - 10 septembre 2018

Le monde a deux ans pour agir contre le changement climatique sauf à affronter des "conséquences désastreuses", a averti lundi le chef de l'ONU, en appelant la société civile à réclamer "des comptes" aux dirigeants de la planète.

"Si nous ne changeons pas d'orientation d'ici 2020, nous risquons (...) des conséquences désastreuses pour les humains et les systèmes naturels qui nous soutiennent", a déclaré Antonio Guterres.

Son discours à l'ONU survient trois jours avant un sommet mondial inédit pour l'action climatique qui doit réunir à San Francisco des milliers d'élus, de maires, de responsables d'ONG et d'entreprises.

"Il est impératif que la société civile --jeunes, groupes de femmes, secteur privé, communautés religieuses, scientifiques et mouvements écologiques dans le monde-- demande des comptes aux dirigeants", a insisté le secrétaire général des Nations unies.

En dressant un tableau noir des menaces pesant sur la chaîne alimentaire et l'accès à l'eau, M. Guterres a martelé que le monde faisait "face à une menace existentielle directe" et au "plus grand défi" de l'époque.

"Le changement climatique va plus vite que nous" et "nous devons rompre avec la paralysie". "Nous avons les outils pour rendre nos actions efficaces mais nous manquons --même après l'accord de Paris-- de leadership et d'ambition pour faire ce que nous devons faire", a-t-il déploré.

Ainsi, "nous devons arrêter la déforestation, restaurer les forêts détériorées et changer notre manière de cultiver". Il faut aussi revoir "la manière de chauffer, de refroidir et d'éclairer nos bâtiments pour gaspiller moins d'énergie".

Antonio Guterres a rappelé qu'il organisera à l'ONU un sommet mondial sur le climat en septembre 2019, soit un an avant l'échéance imposée aux signataires de l'accord de Paris de 2015 pour s'acquitter de leurs engagements.

## Déclarons l'état d'urgence environnemental

L'ECHO - 06 septembre 2018

**Lutter contre le réchauffement climatique est le véritable enjeu des élections à venir. Un collectif de signataires fait appel aux citoyens pour se mobiliser, et aux politiques pour organiser concrètement la transition vers une société réellement soutenable.**

Sommes-nous devenus à ce point insensibles que nous nous satisfassions de rester inertes face à l'énormité du réchauffement climatique ? Partout dans le monde : surmortalité de tout ce qui vit et pertes de récoltes dues aux températures, sécheresses, inondations, feux de forêt et tempêtes extrêmes. **En Belgique, nous ne sommes plus épargnés** : difficultés cardio-respiratoires et surmortalité des personnes fragiles, de la faune et de la flore à cause de la canicule, pertes de récoltes et restrictions d'eau à cause de la sécheresse, dégâts matériels à cause d'orages violents. Chaque année voit tomber de nouveaux records météorologiques et de nouvelles calamités.

La communauté scientifique, l'ONU, le GIEC (pour le dérèglement climatique), l'IPBES (pour l'extinction de la biodiversité et les écosystèmes), l'IRP (pour la surexploitation et la raréfaction des matières premières), 15.000 scientifiques de 184 pays, 270 scientifiques belges, de nombreux journalistes, éditorialistes, intellectuels, artistes et simples citoyens essaient d'**attirer l'attention de tous depuis plus de 40 ans** : nous dérégulons le climat, détruisons la biosphère et érodons les ressources. A terme, la capacité de survie de l'Humanité est menacée, un effondrement généralisé nous guette.[\[1\]](#)

Face à cette "**déplaisante réalité**", les citoyens et leurs élus semblent se diviser en trois groupes : ceux qui voient la réalité en face et exigent d'urgence des changements politiques effectifs, ceux qui voient mais demeurent d'une passivité coupable et **ceux qui ne veulent pas voir**.

Un homme qui a consacré sa vie à l'étude scientifique du climat, le Professeur Jean-Pascal van Ypersele, le dit ouvertement dans les médias : "*Cela fait maintenant presque 40 ans que je dis presque la même chose sur le climat.*" Quand on lui demande si les politiques sont à la hauteur, il répond: "*Non, je ne pense pas.*" Il dit ressentir **une grande frustration et une grande colère par rapport**

à l'**inertie des dirigeants politiques**. Les climatologues et écologues du monde entier crient leur indignation à l'unisson.

Pour le climat, l'équation des solutions est dramatiquement simple : la majeure partie de l'économie mondiale dépend de l'**usage des combustibles fossiles, usage responsable de l'émission des gaz à effet de serre**. Il faut donc nous sevrer en laissant 80 % des réserves fossiles dans les sous-sols si nous ne voulons pas rendre la biosphère inhabitable. Voler, naviguer et rouler moins, manger moins de viande, nous chauffer sobrement, consommer avec modération, etc. Cela passe simultanément par une prise de conscience, des actions individuelles et collectives, et des politiques résolues au niveau institutionnel.

Chez les électeurs, la conscience des conséquences dramatiques de l'inaction semble encore **trop insuffisante pour générer une mobilisation déterminée** vis-à-vis du politique. Pourtant, la transition sociétale nécessaire serait synonyme de plus de qualité de vie, plus d'emplois sains, plus de temps de loisir, plus de convivialité, plus de joie de vivre, plus de santé, plus de calme, plus de verdure, plus de propreté, une nourriture plus saine, des logements plus confortables.

Chez les gouvernements en place dans le monde, aucune politique ne semble à la hauteur des actions à mener pour enrayer le changement climatique. Il y a un manque de vision et de courage politique pour prendre des mesures difficiles. Pourtant, les gouvernements peuvent **agir pour nous protéger des risques climatiques tout en atteignant d'autres objectifs** importants aux yeux des citoyens comme la sécurité, la santé, l'emploi, la nature, le tourisme, etc., car de nombreuses synergies existent.

**Il faut donc nous sevrer en laissant 80 % des réserves fossiles dans les sous-sols si nous ne voulons pas rendre la biosphère inhabitable.**

**L'écart entre le discours et les actes est effarant.** Le Premier ministre Charles Michel répète son mantra : "*Jobs, jobs, jobs !*" Pendant ce temps, le ministre-président wallon Willy Borsus jure que son gouvernement est "*le plus vert de toute l'histoire de Wallonie*". Pendant ce temps, le ministre de l'Energie wallon, Jean-Luc Crucke, présente un plan climat-énergie "*très ambitieux*". Pendant ce temps, le ministre wallon de la Nature et de l'Agriculture René Collin rassure les agriculteurs : "*Ils seront dédommagés en 2019.*" On célèbre **la moindre petite mesurette environnementale pour mieux masquer l'inaction**. Dormez tranquilles braves gens, nous veillons au grain ! Les citoyens ne voient-ils pas que l'empereur est nu ? Et pendant ce temps, la consommation de matière, d'énergie, l'artificialisation des sols, la destruction des écosystèmes, le nombre de kilomètres parcourus en voiture, en train, en bateau, en avion, et les émissions de polluants explosent.

Vous doutez ? Chaque citoyen peut effectuer chez lui, dans son salon, un test de réalité très simple : "*Avez-vous dû **modifier une seule de vos habitudes dans votre mode de vie**, à la suite de l'action des autorités publiques, durant ces 5 dernières années ?*" Avez-vous été sérieusement incités à isoler votre logement et renoncer au mazout, à manger plus végétarien et moins de viande, à rouler

davantage en vélo et à abandonner votre voiture, à partir en vacances en train et pas en avion, à **acheter en deuxième main** et faire réparer et pas acheter neuf ?

Avez-vous constaté récemment que **les grands acteurs économiques renonçaient** sérieusement aux énergies fossiles ? Pensons-nous vraiment qu'en ne changeant rien, les choses se résoudreont comme par magie ? Faut-il toujours attendre que les autres fassent le premier pas ? La vérité est que ni les gouvernements, ni les citoyens ne sont actuellement mobilisés **à la hauteur des enjeux environnementaux**.

Tirant cette conclusion évidente, Nicolas Hulot, l'écologiste le plus célèbre de France, a démissionné avec fracas de son poste éminent de ministre de la Transition écologique et solidaire, ne voulant plus "*se mentir à lui-même*", fustigeant **l'insuffisance de la "politique des petits-pas"** et estimant "*qu'on s'évertue à entretenir un modèle économique cause de tous ces désordres climatiques*".

Tirant cette conclusion évidente, de plus en plus de citoyens sont tiraillés par l'angoisse : **notre société, incapable de changer de trajectoire, va-t-elle s'effondrer** après avoir détruit sa biosphère ? Serai-je impacté moi et ma famille ? Combien vont s'appauvrir voire mourir ? Comment expliquer que la course à l'abîme se poursuive alors que les faits sont indubitables et que les solutions sont sur la table ? Serions-nous collectivement nihilistes ?

## **Il y a un manque de vision et de courage politique pour prendre des mesures difficiles.**

Fin 2017, dans une enquête du SPF Environnement, 85% des Belges voyaient le changement climatique comme **un problème auquel il fallait s'attaquer d'urgence**, étaient en faveur d'une transition graduelle vers une économie et une société bas carbone, et attendaient des efforts plus importants de la part des pouvoirs publics pour **lutter** contre les changements climatiques. Pourtant, combien parmi ces mêmes électeurs vont-ils voter et manifester en conséquence, après avoir mesuré l'ampleur de l'inaction des gouvernements ?

Selon les scientifiques, nous avons jusqu'à 2020 pour faire plafonner puis faire diminuer la courbe des émissions de gaz à effet de serre.<sup>[2]</sup> Il faudra ensuite presque **doubler les efforts prévus d'ici à 2030**, et atteindre zéro émissions nettes en 2050.

Etant donné qu'un climat stable et qu'une nature prospère préconditionnent l'existence même de la communauté belge et toutes les politiques qu'elle peut mener, nous demandons solennellement au Premier ministre, aux ministres-présidents et à leurs gouvernements de déclarer "**l'état d'urgence environnemental**" et la "mobilisation générale des citoyens" pour **organiser concrètement la transition vers une société réellement soutenable**.



## **Ni les gouvernements, ni les citoyens ne sont actuellement mobilisés à la hauteur des enjeux environnementaux.**

Etant donné qu'aucun changement d'ampleur ne sera possible sans la pression des citoyens, nous les appelons tous à rejoindre **le mouvement "Rise for the climate"**, les samedis 8/09, 6/10 et 3/11 à 12h, place du Luxembourg à Bruxelles et le dimanche 2/12, à la journée d'action nationale organisée par Climate Express et la Coalition Climat sous le nom "Claim the climate".[\[3\]](#)

Nous appelons également tous les citoyens à **se saisir de leur droit de vote lors des prochaines élections** pour démettre les élus passifs et à voter en faveur des candidats qui mèneront une véritable transition sociétale.

Nous appelons enfin, parallèlement au vote, à **changer radicalement de mode de vie**, ce qui implique par conséquent des milliers d'initiatives auto-organisées partout dans le pays. Autrement dit, du courage, de l'audace et de l'entraide.

**Si vous voulez rejoindre notre appel aux candidats aux élections, signez notre pétition citoyenne via ce lien :** <https://chn.ge/2PENqV6>

Hervé Le Treut :  
« la réponse au réchauffement est un tout »

Journal de l'Environnement - Valéry Laramée de Tannenberg - 8 octobre 2018

***Dans un entretien exclusif accordé au JDLE, le directeur de l'Institut Pierre-Simon-Laplace (IPSL) s'inquiète de certaines des conclusions du rapport spécial du Giec. Pour Hervé Le Treut, la mise en oeuvre de solutions radicales au réchauffement ouvre la porte à de graves tensions sociétales.***

**Budget carbone limité, stratégies de riposte difficiles à mettre en œuvre, conséquences du réchauffement qui s'accroissent : les conclusions du rapport spécial du Giec sur les effets d'un réchauffement de 1,5 °C sont des plus inquiétantes.**

Hervé Le Treut : C'est normal que cela soit plus inquiétant : nous ne cessons d'accroître les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Nous devons résoudre un problème que nous complexifions chaque jour un peu plus. Ce qui m'interpelle particulièrement dans ce rapport c'est qu'à force de réduire les marges d'action on est confronté à une situation vraiment nouvelle. Si nous voulons encore stabiliser le réchauffement à 1,5 °C, nous devons immédiatement engager des efforts colossaux. Des efforts qui pourront ne pas plaire à tous les acteurs de nos sociétés.

**Quand la COP 21 a passé commande au Giec de ce rapport, on pouvait croire que les différences entre un réchauffement à 2 et à 1,5°C seraient minimales. Or, il n'en est rien.**

Hervé Le Treut : Le travail réalisé par les experts du Giec est considérable, surtout au vu du temps limité dont il ont disposé. Ils ont évalué plus de 6.000 articles scientifiques. Ce qui donne une grande légitimité à leurs conclusions. Les conséquences du réchauffement se font déjà sentir aujourd'hui. Elles seront plus importantes encore avec un réchauffement de 1,5 °C et pire à 2 °C. On le voit bien lorsque l'on regarde les conséquences sur la biodiversité ou les glaces de l'Arctique, par exemple. De plus et c'est une donnée qui est beaucoup mieux documentée aujourd'hui, ces effets, à l'instar de l'élévation du niveau des mers, ne sont pas linéaires.

**Le rapport appelle à ne plus considérer la lutte contre le réchauffement comme la thématique du moment et à y intégrer les objectifs du développement durable. Qu'en pensez-vous ?**

Hervé Le Treut : Il faut considérer la réponse aux changements climatiques comme un tout qui englobe les problématiques climatiques, énergétiques, environnementales, sociétales. Le rapport va dans ce sens et nous rappelle que la mise en œuvre de la plupart des scénarios provoquera des tensions sociales. Il est nécessaire de ne pas oublier que mettre le social ou la solidarité internationale devant le climat nous exposera à des niveaux de températures plus élevés. A l'opposé, mettre le climat en avant sans évaluer toutes les conséquences, c'est s'exposer à des tensions difficiles à gérer. Il va falloir judicieusement doser les politiques. Car nous sommes arrivés au moment, fatidique, où l'on ne peut plus tout faire. Il faut choisir. Et la gamme des choix est restreinte.

**Finalement, le Giec appelle-t-il à changer de modèle de société ?**

Hervé Le Treut : Toutes les options ne sont plus possibles simultanément. Et même si, au regard d'un passé pas si lointain, cela me gêne d'évoquer la nécessité de changer de modèle de société sans bien préciser ce que cela veut dire, notre monde évolue de manière extrêmement rapide. Lorsque je fréquentais l'école primaire, la planète comptait trois milliards d'habitants. Nous allons bientôt en compter 8 milliards. On ne peut plus gérer la terre comme il y a 40 ans.

**Vous évoquez de possibles tensions sociétales. L'une des solutions évoquées par les rédacteurs du rapport est la généralisation de la valorisation de la biomasse avec séquestration du carbone, la BECCS. Pour être efficace, cette technologie va geler des millions d'hectares de terres agricoles et de forêts. N'est-ce pas l'exemple type des conflits d'usage que nous promettons l'atténuation et l'adaptation ?**

Hervé Le Treut : Il est clair que si l'on consacre des millions de km<sup>2</sup> au stockage du carbone, il y aura des tensions. Bien sûr les techniques dites «BECCS», qui sont fortement évoquées dans les rapports, restent expérimentales. Elles n'ont pas encore fait leurs preuves à l'échelle prévue : il n'y a pas de technologie miracle, Mais il faudra trouver de solutions et elles seront porteuses de contraintes.

## Faut-il rouvrir le dossier controversé de la géo-ingénierie ?

Hervé Le Treut : J'ai tendance à distinguer ce que l'on met sous ce vocable de géo-ingénierie. D'une part les technologies qui nous apporteront des bénéfices sans toucher aux cycles naturels fondamentaux, comme la BECCS. De l'autre, des dispositifs alternatifs, comme la gestion du rayonnement solaire, qui s'apparentent à l'arme climatique du pauvre. Même si la littérature scientifique concernant cette dernière est encore mince, nombre de ces dispositifs paraissent avoir plus d'inconvénients que d'avantages. Ce qui m'inquiète, c'est que l'on sent monter une impatience au sein de la société. Impatience qui pourrait être le terreau d'une radicalité propice, peut-être, à l'emploi de ces dispositifs.

## Climat: le Giec alerte, l'Europe lambine

LE SOIR - 8/10/2018

*Après les indications très claires données par les experts du Giec, les Etats sont invités à changer leur stratégie climatique. L'Union européenne n'en prendra pas le chemin tout de suite.*

Au lendemain de la publication du dernier rapport du Giec, le groupe d'experts sur l'évolution du climat (*Le Soir* des 6 et 8/10), les déclarations se sont multipliées, soulignant l'urgence d'une action contre les changements climatiques. Mais aussi pointant les nombreuses opportunités qu'elle comporte (création d'emplois, lutte contre la pauvreté, amélioration de la qualité de l'air, restauration de la biodiversité...). Limiter la hausse de la température mondiale à 1,5°C est physiquement possible, conclut le Giec. Mettant les acteurs politiques, économiques, et les populations face au choix de leurs actions.

*« Ce n'est pas seulement une adresse aux politiques ; on trouve dans le rapport des messages pour chacun d'entre nous, a souligné la climatologue française Valérie Masson-Delmotte, une des auteures principales. Rien n'est impossible quand on construit à partir de l'intelligence collective humaine. »*

### Aller plus haut

Le Giec alerte aussi : les effets des changements climatiques se font déjà sentir, alors que la température dépasse de 1°C les niveaux préindustriels. Ce sera plus grave à 1,5°C. Ce sera encore pire à 2°C et au-delà. Après l'appel solennel à l'action abondamment relayé par les organisations de défense de l'environnement, les think tanks et des groupements d'entreprises, il faut passer à l'acte. Et ce sera une autre paire de manches. Du côté européen, on se prépare ainsi à une belle foire d'empoigne à l'occasion d'une réunion des ministres de l'Environnement des 28, ce mardi. Sur la table, une question-clé : l'Union européenne va-t-elle, dès cette année, annoncer au monde entier qu'elle est disposée à relever son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre ? A l'heure actuelle, il est bloqué à « au moins 40 % » en 2030 par rapport à 1990. Mais toutes les analyses externes, de même

que les services de la Commission européenne, reconnaissent que cela n'est pas suffisant pour être en cohérence avec les objectifs de l'accord de Paris (bien en dessous de 2°C et si possible 1,5°C).

Plusieurs pays poussent pour que, dès le prochain sommet mondial sur le climat – à Katowice (Pologne), en décembre –, l'Europe annonce qu'elle révisera son ambition à la hausse. Un tel geste reviendrait à anticiper le calendrier formel des Nations Unies qui prévoit que le processus de révision n'aboutisse qu'en 2020. Mais bousculer la musique serait accorder foi au sentiment d'urgence qui sous-tend le rapport du Giec et les alertes des scientifiques.

### **Les scientifiques poussent**

Vingt et un d'entre eux, dont le Belge Jean-Pascal van Ypersele (UCLouvain) mais aussi l'ancien commissaire belge Philippe Busquin et Olivier de Schutter, [ont d'ailleurs lancé un appel aux ministres, lundi.](#) Estimant que l'Union devrait arriver à des émissions nettes (CO2 et autres gaz à effet de serre) égales à zéro en 2050, ils en concluent que les 28 devraient porter leur objectif de diminution des émissions en 2030 à 55-60 % par rapport à 1990. Ils suggèrent d'utiliser les 400 milliards d'euros que l'Union dépense chaque année pour importer des combustibles fossiles pour investir dans une transition écologique conforme à la défense du climat.

*« A la lumière des conclusions du Giec, la seule réaction logique et responsable pour l'Union européenne et pour ses Etats membres serait de mettre leurs politiques en conformité avec un scénario à 1,5°C »,* indique le groupe d'experts et de scientifiques.

Mardi, il n'en sera sans doute rien, confirme un proche du dossier. Un groupe de pays, dont ne fait pas partie la Belgique, plaidera bien pour que l'Europe annonce qu'elle révisera son objectif. Mais il est plus vraisemblable que la réunion des ministres se conclue sur un rappel des engagements pris en 2015 à Paris. Rien de plus. Du côté des organisations de défense de l'environnement, on veut aller plus loin encore et on revendique que l'Union se fixe un objectif de décarbonation totale en 2040.

### **Trois options sur la table**

*« L'Europe doit immédiatement commencer le processus visant à revoir en conséquence son objectif de réduction des émissions de CO2 en 2030 »,* indique le Climate action network international. Ce dernier rappelle que selon Eurostat les impacts des changements climatiques se sont élevés à 11,6 milliards d'euros en 2015. *« Dans un scénario à 2°C, la facture pourrait grimper à 120 milliards et à 200 milliards si la température grimpe de 3°C ».*

La suite du débat s'annonce serrée. Une version préliminaire de la stratégie climatique à long terme (horizon 2050 et au-delà) en préparation à la Commission européenne montre que les tenants de la thèse d'une décarbonation totale de l'économie européenne au milieu du siècle n'ont pas course gagnée. Et que les

tenants d'une approche plus prudente – mais climatiquement plus risquée – n'ont pas renoncé à faire entendre leur point de vue. Trois options se trouvent en effet sur la table : réduire les émissions de 80 % en 2050, atteindre le niveau zéro en 2070 ou, plus « ambitieux », en 2050. Peut-être insuffisant dans tous les cas...

## Emissions des voitures: fortes tensions entre les 28

### M.D.M.

Le dossier climatique ne sera pas le seul à perturber le conseil des ministres européens de l'environnement, mardi à Luxembourg. Les 28 doivent aussi adopter une position sur la réduction des émissions de CO2 des voitures. Alors que le Parlement européen a voté en faveur d'une réduction des émissions de 40 % en 2030, la proposition sur la table des ministres propose une réduction de 15 % en 2020 et de 35 % en 2030. Seize délégations (dont la Belgique) jugent l'ambition insuffisante, dit un expert du dossier, deux sont d'accord mais pourraient accepter plus. Les pays d'Europe de l'Est (sans les Baltes) et l'Allemagne s'y opposent. Ils ne disposent pas d'une minorité de blocage, mais il se chuchote que Berlin s'active pour parvenir à ramener des alliés à sa cause, bloquer ainsi la décision et gagner du temps. Si les ministres ne décident pas mardi, il sera en effet impossible d'encre trancher sous cette législature. On reportera le dossier à octobre 2019. De quoi torpiller partiellement l'objectif. Les interprètes ont déjà été avertis : la séance se prolongera tard, mardi soir...

## L'avis du journal Le Monde sur le rapport du Giec

[https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/10/08/ce-qu-il-faut-retenir-du-rapport-du-giec-sur-la-hausse-globale-des-temperatures\\_5366333\\_1652612.html](https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/10/08/ce-qu-il-faut-retenir-du-rapport-du-giec-sur-la-hausse-globale-des-temperatures_5366333_1652612.html)